

Terrorisme France

Une église de Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen, attaquée par Daech.

Les attentats se succèdent en France. Et les symboles semblent désormais une cible de choix: après la République le 14 juillet, c'est une église qui a été visée. L'Etat islamique a très rapidement revendiqué l'attaque, «une opération en réponse aux appels à viser les pays de la coalition internationale croisée». Les deux terroristes – dont l'un était fiché et portait un bracelet électronique – ont pris en otages cinq personnes, le prêtre auxiliaire de la paroisse, deux fidèles et deux sœurs. L'une d'entre elles a pu s'échapper et alerter la police.

L'abbé Jacques Hamel, 84 ans, a été égorgé. Ordonné prêtre en 1958, il était devenu le prêtre auxiliaire de la paroisse qu'il dirigeait après sa retraite. Un fidèle blessé est entre la vie et la mort. Deux autres otages sont blessés plus légèrement. L'archevêque de Rouen est rentré en urgence de Cracovie où il participait aux Journées mondiales de la jeunesse.

La police a abattu les deux «illuminés». La section antiterroriste du parquet de Paris a été chargée de l'enquête.

Après avoir reçu l'archevêque de Rouen, François Hollande a réuni la Conférence des représentants des cultes en France (CRCF) dans un geste d'unité.

MARC FASSONE

Psychose Allemagne

Attentats, faits divers: les attaques se succèdent.

La loi des séries: d'abord une attaque à la hache dans un train à Wurtzbourg le 18 juillet (5 blessés); puis une fusillade dans un centre commercial à Munich le 22 juillet (9 morts et 11 blessés); puis une agression à la machette à Reutlingen près de Stuttgart (1 mort), puis enfin un attentat à la bombe lors d'un festival de musique à Ansbach en Bavière (1 mort, le porteur de la bombe et 12 blessés). Cela fait beaucoup dans un pays peu habitué à ce type de faits divers ces dernières années.

Le premier et le quatrième de ces événements portent la marque de Daech et ont été revendiqués par l'organisation. Le deuxième et le troisième seraient l'œuvre de déséquilibrés. Le premier, le troisième et le quatrième sont mis à l'actif de réfugiés.

La question des réfugiés revient donc sur le devant de la scène après l'accalmie qui avait suivi les violences du Nouvel an. Le gouvernement appelle à éviter tout amalgame. La CDU, dont elle est issue, et sa branche bavaroise, la CSU, contestent la politique d'accueil d'Angela Merkel. Tout comme l'extrême droite. La CSU, en première ligne – trois attaques se sont déroulées en Bavière – demande le plafonnement du nombre des réfugiés.

M. F.

«La loi et l'ordre!»

Le triomphe de Donald Trump et des fascistes à la convention républicaine



Le long processus de fascisation du Parti républicain aux Etats-Unis a progressé d'un bond avec la consécration de son nouveau candidat, Donald Trump.

Cela fait longtemps que le professeur Noam Chomsky dénonce le «dérailage» autoritaire – jusqu'au-delà de tout repère traditionnel – du GOP (Grand Old Party – Parti républicain) américain, qui ne joue plus, depuis l'ère Bush/Rove, selon la culture et les lois institutionnelles. Depuis 2008, il ne reste plus qu'un seul groupe couvrant le spectre politique traditionnel – celui alimenté par Wall Street et dont l'actuel chef de file (Obama), et la candidate dite «démocrate» à sa succession, représentent de fait l'aile «républicaine» traditionnelle.

Alors que l'extrémiste Donald Trump, semant «une peur généralisée de tout», cueillait un GOP plus que mûr pour un plongeon dans l'abîme d'une expérience authentiquement fasciste, Chomsky a, plus récemment, confirmé l'analyse: «Cela rappelle malheureusement quelque chose de déplaisant: l'Allemagne d'il n'y a pas si longtemps. Cela vaut la peine de se rappeler que dans les années 1920, l'Allemagne était le phare absolu de la civilisation occidentale. (...) Aussi tard qu'en 1928, Hitler n'avait eu qu'environ 3% du vote. Le pays est passé des sommets de la civilisation aux profondeurs absolues de l'histoire humaine et ce, en l'espace de dix ans. Je ne dis pas que la situation actuelle est identique, mais il est un fait qu'il existe des similitudes.»

Une semaine avant la nomination de sa rivale démocrate, Hillary Clinton, la convention GOP a officiellement nommé Donald Trump candidat GOP à la présidence. L'occasion pour lui et les membres les plus fascistes du parti de s'en donner à cœur joie. Toutes les techniques de l'extrême droite fasciste, rodées au sein du parti depuis plus de dix ans, ont été appliquées, avec pertinence et à toutes les sauces, sans retenue. Trump lui-même, dans un discours qui, à certains égards, aurait rendu jaloux les ténors

des années 1930, a martelé, hurlant, des propos vicieux, xénophobes, violents, vulgaires, ambigus, pendant plus d'une heure, dans un discours qui n'avait pour but premier que d'attiser la haine et la colère de sa base. Et cette base a réagi au quart de tour en se levant à chaque obscénité avec cris et applaudissements rageurs.

Il y a eu bien entendu la dénonciation haineuse de l'ennemi commun: l'étranger, les immigrés – hispaniques surtout – et tous les musulmans (Trump: «Nous ne les voulons pas dans notre pays!» et «Nous allons construire un grand mur à la frontière afin d'arrêter l'immigration clandestine. Arrêter les gangs! La violence! Et arrêter le déversement des drogues dans nos communautés!») – la foule, déchaînée, acclamera longuement.

«Droits divins»

A ce lot, les «trumpistes» ne manqueront pas d'associer les traîtres et terroristes issus du sein même de la population américaine dite de souche (blanche): les «secular progressives», dont bien entendu Hillary Clinton («Qu'on l'enferme!», scandé la foule; «devant un peloton d'exécution et fusillée pour trahison», lance un conseiller ministrable du candidat), mais aussi les magistrats (le nom de la procureure «militante» Marilyn Mosby livré à la colère de la foule par le tout aussi ministrable shérif [noir] David Clarke, pour avoir entrepris en vain la «poursuite malicieuse» d'un agent de police impliqué dans la mort de Freddie Gray), ainsi que les manifestations citoyennes organisées par Black Lives Matter et Occupy (que le même shérif associera à la violence et l'insécurité ambiantes et dénoncera comme «de l'anarchie»).

Afin de lutter contre les «meurtres d'agents des forces de l'ordre», leitmotiv de la convention (voir aussi la dédicace introduisant la «plateforme»), un slogan («Keep Our Families Safe»), et un soutien, la National Rifle Association (NRA – lobby des industries des armes à feu – dont le directeur général, invité à parler, a plus d'autorité à interpréter la Constitution que le magistrat dont la nomination à la Cour suprême est actuellement bloquée par les Républicains. La visibilité de cet homme n'est pas anodine, d'autant plus que Trump lui-même se

vantera de ce soutien tout en lançant «Nous allons nommer des juges à la Cour suprême qui feront respecter nos lois et notre Constitution!» – sans doute la phrase la plus bruyamment acclamée).

Les fascistes de la convention associeront cette ouverte référence à la NRA aux «droits divins» («god-given rights») qu'ils sont les seuls habilités à identifier dans la Constitution et dans les références aux «pères fondateurs». Les extrémistes évangélistes seront invités à s'asseoir à la droite du père Trump, l'homme providentiel (les premières paroles du candidat à la vice-présidence, Mike Pence: «Je suis un chrétien, un conservateur et un républicain – dans cet ordre»). L'ancien rival, et néanmoins ministrable, Ben Carson dans une tirade démontrant la fascination de Clinton pour «Lucifer»: «Et si nous continuons à permettre [aux progressistes séculaires] de retirer Dieu de nos vies, Dieu se retirera lui-même de nous, et nous ne serons pas bénis et notre nation disparaîtra.»

A longueur de discours, Trump martèlera un solennel avertissement («Faites très attention à ce que je dis», «Ecoutez très attentivement les mots que je vais vous dire»): dès le 20 janvier 2017, jour de son investiture, le pays sera une nation de «la loi et l'ordre» («Il ne peut pas y avoir de prospérité sans la loi et l'ordre!», «Je suis le candidat de la loi et de l'ordre!», «Je vais ramener la loi et l'ordre dans notre pays!»).

Les fascistes américains s'y sont reconnus (tweet de l'ancien chef du Ku Klux Klan, David Duke: «Beau discours de Trump, (...) Je n'aurais pas pu dire mieux!») et le fascisme à l'américaine est bien assumé – ne se définit-il pas justement par son ouverte revendication? Mais quel en est le degré de dangerosité effectif? Dans une tentative de répondre, un article du quotidien britannique, *The Guardian*, trouve le ton juste: «Les comparaisons avec Hitler et Mussolini ont été faites si souvent et avec tant de désinvolture qu'elles tendent à obscurcir plutôt qu'à clarifier. Pourtant la capacité de Trump à jouer avec la foule, en allumant et en éteignant la colère comme un interrupteur, porte tant d'échos du siècle passé qu'elle devient difficile à ignorer.»

DAVID BROMAN